

L'Alliance Nationale

ORGANE DE LA SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS "L'ALLIANCE NATIONALE"

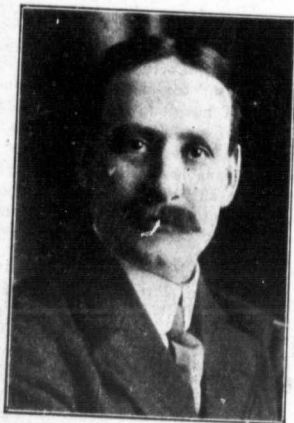
Vincit Concordia Fratrum

Vol. XVII, No. 7

Montréal, Juillet 1911.

50 cts par an

M. L.-E. CHARRON
Maire de St-Denis, Qué.



M. L.-E. CHARRON,

Trésorier du Cercle St-Denis, No 207, qui a été élu maire de St-Denis, comté de St-Hyacinthe.

Nous sommes heureux de profiter de cette occasion pour féliciter ce confrère de la distinction dont il a été l'objet de la part de ses concitoyens. Nous lui souhaiions bon succès durant son terme d'office.

PARLONS FRANCAIS

Mgr Richard, P. A., s'adressant aux membres de la Société Mutuelle L'Assomption, société acadienne-française, leur dit :

"Dans vos délibérations, parlez notre langue maternelle. Efforcez-vous de perfectionner le parler français. Je crois qu'il existe dans la province de Québec une société organisée tout exprès pour aider la jeunesse à s'habituer à parler le français le plus correctement possible. J'engage nos succursales à s'abonner au Petit Journal du bon parler français. Faites un devoir à vos associés de toujours parler le français dans leur conversation au foyer, aux portes des églises les dimanches, dans les salons, partout. Pas de honte, ni respect humain lorsqu'il s'agit de parler la langue apprise sur les genoux de nos mères canadiennes. Rien ne doit contrister leurs coeurs comme d'entendre leurs enfants parler en leur présence dans une langue étrangère et de recevoir des lettres des absents, écrites dans un langage incompréhensible pour elles. Elles veulent des nouvelles de leurs enfants, mais rendues dans un langage familier, qui va au coeur."

sible pour elles. Elles veulent des nouvelles de leurs enfants, mais rendues dans un langage familier, qui va au coeur."

L'HON. JUGE CONSTANTINEAU, AU BANQUET NATIONAL

Au dernier banquet de l'Association St-Jean-Baptiste de Montréal, l'un des discours les plus écoutés qui ont été prononcés ce soir là, fut, sans contredit, celui de l'Hon. Constantineau, juge de la province d'Ontario.

Ayant pensé que nos lecteurs aimeraient à relire et à conserver cette belle pièce d'éloquence, nous avons cru devoir lui donner place dans notre revue.

Monsieur le Président, Messieurs:—

La première parole dans cette fête splendide, doit être un mot de remerciement au président et aux officiers de l'Association Saint-Jean-Baptiste, pour la délicate attention qui me procure l'honneur et la joie d'être au nombre des convives de ce banquet.

L'invitation est d'autant plus généreuse qu'elle est moins un témoignage sympathique à ma personne qu'un hommage rendu à tout un groupe de Canadiens-Français, le groupe d'Ontario.

On m'a prié de répondre à la santé de la race française en Amérique. Certes, le sujet est vaste, vaste comme l'Amérique septentrionale elle-même; car où sont les endroits, sur cette moitié de continent, qui n'ont pas été découverts, parcourus en tous sens, colonisés et civilisés par les fils de la France. Mais comme je le voyais dans un journal ces jours derniers, on se propose moins de célébrer nos gloires historiques que de discuter les problèmes sérieux auxquels nous avons à faire face aujourd'hui comme peuple. On a cru et avec raison que le meilleur moyen de glorifier nos ancêtres, c'était de conserver et d'agrandir le magnifique patrimoine qu'ils nous ont laissé.

L'histoire de la race française en Amérique, commence avec Champlain, à Québec. Elle est trop connue pour qu'il soit nécessaire de l'évoquer encore une fois après tant d'hommes illustres qui lui ont prodigué leurs talents et leurs veilles, et si vous le voulez, nous resterons dans le présent, et nous regarderons ensemble l'avenir.

Notre race sur ce continent a des qualités et des caractéristiques bien propres à nous énorger, mais l'orgueil national, vertu civique, ne doit jamais se confondre avec la vanité, vice antipatriotique.

Nous devons à notre histoire et à nos aspirations l'hommage de la fierté nationale, comme nous devons à nos souvenirs maintes fois séculaires et à nos rêves d'avenir, le combat sans merci contre la vanité qui affaiblit en aveuglant, contre la trop grande assurance qui perd en trompant, et contre l'inaction qui tue parce qu'elle rend impossible la résistance tenace et le triomphe final que cette résistance entraîne

Pour que la fierté nationale soit légitime, il faut des actes sur lesquels se repose notre mémoire, des actes sur lesquels s'arrête notre attention dans le présent, et des actes sur lesquels nos désirs s'appuient par anticipation, pour atteindre un but rationnel. Il faut des idées pour étayer les leçons du passé, il en faut encore pour donner à nos lendemains les bienfaits de ces leçons.

Pour nous, Français établis au Canada depuis trois siècles, ces actes et ces idées affirment l'amour de notre origine et la loyauté à l'allégeance politique que nous devons à la couronne britannique. Et c'est à notre origine même qu'il faut remonter pour comprendre ce que nous nous devons à nous-mêmes, ce que nous devons plus particulièrement à la race française en Amérique.

NOTRE SITUATION PRESENTE

La province de Québec a été appelée avec raison le berceau de notre race dans l'hémisphère occidentale. C'est la mère-patrie du Canadien-Français, et toutes les ramifications de la race de l'Ontario et des provinces de l'Ouest, comme aux États-Unis, lui doivent l'amour filial; mais la province de Québec doit à ses enfants de les protéger comme une mère jusqu'à leur maturité et de les soutenir dans les luttes qu'ils font en son nom et pour les principes qu'elle-même leur inculque.

Nous sommes aujourd'hui plus de trois millions de Canadiens-Français en Amérique septentrionale. En six générations, nous nous sommes décuplés plus de cinq fois. Nous comptons comme valeur dans toutes les sphères de la vie. Arts, sciences, littérature, professions libérales, toutes les voies nous sont ouvertes, et nous nous empressons de les parcourir avec honneur. Finances, commerce, industrie, autrefois, l'apanage exclusif de la majorité anglo-saxonne, nous appartenent aujourd'hui dans des proportions qui étonnent si l'on daigne étudier la situation pénible qui nous a été souvent faite depuis la cession.

Dépeupillés en 1759 de tout ce que nous avions, alors que les nouveaux maîtres se distribuèrent les concessions territoriales, les ressources financières et les avantages politiques,—nous avons reconquis pouce par pouce une bonne partie de ce que nous avions perdu, et si aujourd'hui nous maintenons des sentiments de loyauté envers les nouveaux diri-